

Afférents au C.C : 30

En exercice : 29

Présents ou remplacés par un suppléant : 25

Votants : 29

L'an deux mil vingt, le 13 octobre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche, dûment convoqué par arrêté du 06 octobre 2020 s'est réuni à la salle polyvalente de Meilhards, sous la présidence de Madame Catherine CHAMBRAS – Présidente, conformément au CGCT.

**Étaient présents :** M. Michel PLAZANET, Mme Odette CIBLAC, M. Jean-Michel FAUGERAS, M. Lucien DEMICHEL, M. Jean-Luc AIGUEPERSE, Mme Françoise PIETRZAK-MAMES ; M. Bernard ROUX, Mme Janine POUJOL ; M. Jean-Jacques CAFFY, M. Marc MILLON, Mme Milena LOUBRIAT, M. Jérôme SAGNE, Mme Delphine BOUDET, M. Jean-Claude CHAUFFOUR, M. Christian MANEUF, M. Jean-Jacques DUMAS, M. Serge BOURBOULOUX, M. Jean-Paul GRADOR, Mme Catherine CHAMBRAS, M. François FILLATRE, M. Jean-François BUISSON, Mme Nathalie RAUFLET, M. Jean-Paul COMBY, Mme Corinne BOUYSSSE

**Absents excusés :**

M. Michel LAUTRETTE remplacé par Mme Françoise PIETRZAK-MAMES – suppléante -

Mme Catherine MOURNETAS ayant donné procuration à M. Jean-Paul GRADOR

M. Patrick PIGEON ayant donné procuration à M. François FILLATRE

Mme Evelyne DEBARBIEUX ayant donné procuration à Mme Catherine CHAMBRAS

M. Jean-Pierre DRAPPIER ayant donné procuration à M. Jean-Paul COMBY

**Suppléants présents sans voix délibérative :** /

**Secrétaire de séance :** M. Jean-Claude CHAUFFOUR

Madame la Présidente accueille les membres du conseil communautaire et les remercie de leur présence. Madame la Présidente remercie également Monsieur le Maire de Meilhards pour la mise à disposition de la salle.

Le compte-rendu de la séance du 25 août 2020 : une observation faite par M. Christian MANEUF par rapport à la délibération relative aux représentants de la Communauté de Communes au CIAS. (Représentant : Christian MANEUF et non Jean-Claude CHAUFFOUR).

Les démarches nécessaires à cette modification sont effectuées.

Le compte-rendu de la séance du 08 juillet 2020 est adopté à l'unanimité.

Madame la Présidente remercie Madame Sylvie Faure-Beysserie (conseillère technique à la CAF de la Corrèze) et Hélène Rossignol (Coordinatrice Enfance-Jeunesse) de leur présence pour assurer la présentation de la convention Territoriale Globale (CTG) au conseil communautaire.

La Communauté de Communes du Pays d'Uzerche puis le CIAS conventionnement depuis plusieurs années dans le cadre de l'exercice de la compétence Enfance-Jeunesse dans le cadre des Contrats Enfance Jeunesse (CEJ). Ce dispositif est remplacé par un nouveau dispositif « Convention Territoriale Globale (CTG) » permettant d'accompagner le territoire sur différents champs d'actions. Une convention cadre a été signée en décembre 2019.

La CTG est un outil financier et est lié à une démarche partagée. Son spectre d'intervention est celui des champs d'actions de la CAF et permet un possible accompagnement des projets de territoire : les domaines touchent donc l'ensemble des administrés et pas seulement les allocataires CAF. Si le diagnostic a été réalisé en 2019, il faut réaliser le plan d'action en 2020.

La CTG a été signée pour 5 ans :

- Un questionnaire a été adressé aux habitants, diffusé sur le site de l'EPCI et les réseaux sociaux.
- Des rencontres avec les acteurs du territoire ont été organisées (associations, monde culturel, Centre de détention...)
- Des séances de travail ont été réalisées afin d'affiner les orientations
- Définition de 4 grandes orientations, à décliner sur des actions opérationnelles existantes ou non (renforcer les offres déjà existantes, développer des offres nouvelles si besoin...) :
  - Orientation N°1: Structurer une offre de service pour un meilleur accès aux droits, au plus près des habitants afin de réduire les disparités sociales et territoriales.
  - Orientation N°2: Accompagner la jeunesse en tant que ressource pour la vie locale et favoriser ses prises d'autonomie.
  - Orientation N°3: Développer l'offre de logement sur le territoire, contribuer à l'adapter aux différents publics et offrir un cadre de vie de qualité.
  - Orientation N°4: Promouvoir l'accueil de nouveaux habitants et coordonner la solidarité sur le territoire.
- La CTG permet d'avoir des « bonus-territoire », des financements fléchés sur les structures propres et sur le poste de coordonnateur.

La CAF souhaite qu'un plan d'actions soit décliné d'ici la fin 2020. Ce timing est contraint pour présenter un plan d'actions optimal, il pourrait être envisager de se concentrer sur des points déterminés. Aussi, deux dates ont été fixées pour mener un travail sous forme d'ateliers avec échanges et réflexions (29/10/2020 et 19/11/2020).

Madame Sylvie Faure-Beysserie précise que rien n'est figé et que le plan d'actions va se nourrir au fur et à mesure dans le temps.

Afin de préparer les séances, il est demandé au conseil communautaire si une des orientations est à privilégier dans la réflexion à mener d'ici la fin de l'année.

**Corinne BOUYASSE** : Il est difficile de faire un choix et de scinder les orientations, car plusieurs thématiques sont transversales : difficulté de la santé sur notre territoire qui est à lier avec la thématique de la mobilité ; l'absence de mobilité rend difficile l'accès à l'emploi par exemple.

**Sylvie FAURE-BEYSSERIE** : Il est vrai que tout est entremêlé, et qu'en répondant à une thématique on va vers une autre. Il peut être intéressant de s'appuyer également sur les Maison France Service afin de faciliter l'accès aux droits, l'accès au numérique voire au technique.

**Catherine CHMABRAS** : Il est nécessaire de travailler ensemble, d'identifier les problématiques et développer le partenariat existant. La CTG est un élément fédérateur qui va permettre d'enclencher un dynamisme sur le territoire.

### **CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE : renouvellement des instances**

Madame la Présidente - rappelle au conseil communautaire que la compétence enfance jeunesse a longtemps été exercée par la Communauté de Communes et a depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 été transférée au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche. Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, l'EPCI et le CIAS entretiennent un travail partenarial depuis plusieurs années avec la Caisse d'Allocations Familiales, notamment dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

Madame la Présidente précise que les Contrats Enfance Jeunesse ne sont plus actifs et que la Caisse d'Allocations Familiales contractualise avec les intercommunalités via une Convention Territoriale Globale (CTG).

La CTG à l'échelon de l'intercommunalité concerne : la petite enfance, la jeunesse, la parentalité, l'animation de la vie sociale, le logement et le cadre de vie, ainsi que l'accès aux droits avec toutes les déclinaisons possibles concernant ces thématiques.

Elle « s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté. En mobilisant l'ensemble des ressources du territoire, la CTG renforce les coopérations et contribue ainsi à une plus grande efficacité et complémentarité d'interventions ».

La CTG agissant sur une grande partie des compétences communautaires (aménagement de l'espace et cadre de vie, économie, action sociale...), l'intérêt et la nécessité de s'engager dans un travail partenarial avec la Caisse d'Allocations Familiales, les différents partenaires locaux en vue de s'inscrire dans le processus d'écriture d'une convention territoriale globale apparaît comme un élément essentiel dans la mise en œuvre du projet de territoire communautaire.

Madame la Présidente rappelle que par délibération n°2019.06.06 du 20 juin 2019, le conseil communautaire avait approuvé l'engagement de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche dans l'élaboration d'une Convention Territoriale Globale (CTG) et créé à ce titre un comité technique et un comité de pilotage.

Par délibération n°2019.12.20 du 09 décembre 2019, le conseil communautaire avait validé les quatre orientations suivantes :

**Orientation N°1: Structurer une offre de service pour un meilleur accès aux droits, au plus près des habitants afin de réduire les disparités sociales et territoriales.**

**Orientation N°2: Accompagner la jeunesse en tant que ressource pour la vie locale et favoriser ses prises d'autonomie.**

**Orientation N°3: Développer l'offre de logement sur le territoire, contribuer à l'adapter aux différents publics et offrir un cadre de vie de qualité.**

**Orientation N°4: Promouvoir l'accueil de nouveaux habitants et coordonner la solidarité sur le territoire.**

Compte tenu du renouvellement général des conseils municipaux et par là-même du conseil communautaire, il est nécessaire de redéfinir la composition de ces deux instances afin de pouvoir travailler sur la mise en place des fiches actions liées à la mise en place de cette Convention Territoriale Globale (CTG).

**Après délibération, le conseil communautaire, à l'unanimité :**

- **FIXE** la composition du comité technique comme suit :

- La directrice de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche
- Le directeur de l'aménagement de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche
- La coordonnatrice Enfance Jeunesse du CIAS du Pays d'Uzerche
- Le chargé de mission en charge du développement et de la promotion du territoire
- Les partenaires institutionnels dont les thématiques figurent dans la CTG : CAF, MSA, DDCSSP, CD19 (chef de projet, service social, service logement...) ...
- Toutes autres personnes qualifiées dont les connaissances seront bénéfiques au projet

- **FIXE** la composition du comité de pilotage comme suit :
- La Présidente de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche
  - La Vice-Présidente en charge de la santé, de la cohérence du territoire dans le cadre notamment de la Convention Territoriale Globale, de l'accessibilité intercommunale et des affaires sociales.
  - Le Vice-Président en charge des finances
  - Le Directeur-adjoint de la Caisse d'Allocations Familiales ou son représentant
  - Le responsable adjoint du pôle développement social de la Caisse d'Allocations Familiales
  - La conseillère technique action sociale de la Caisse d'Allocations Familiales en charge du secteur
  - La directrice de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche
  - Le directeur de l'aménagement de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche
  - Le chargé de mission en charge du développement et de la promotion du territoire
  - La coordonnatrice Enfance Jeunesse du CIAS du Pays d'Uzerche
  - Toutes autres personnes élues qualifiées dont les connaissances seront bénéfiques au projet
  - Toutes autres personnes qualifiées dont les connaissances seront bénéfiques au projet pourront être conviées au regard des thématiques pour aider à la décision.

#### **SUBVENTIONS 2020**

Madame la Présidente indique à l'assemblée avoir reçu une demande de subvention pour l'année 2020 provenant de la Chorale Gaucelm Faïdit.

**Jean-Paul GRADOR** : Projet permettant d'accueillir 120 choristes faisant vivre l'économie locale pendant cette période. (2 à 3 concerts à l'auditorium).

**Jean-Luc AIGUEPERSE** : La Communauté de Communes a-t-elle déjà versée une subvention pour l'action présente ?

**Catherine CHAMBRAS** : Aucune demande n'avait été adressée à l'EPCI.

**Christian MANEUF** : On a toujours du mal à se prononcer sur les demandes de subventions ; il faudrait définir de véritables critères.

**Corinne BOUYASSE** : Il faudrait se fixer un cadre pour ne pas s'interroger à chaque fois. Cela n'enlève en rien l'intérêt de l'action.

**Jean-Jacques DUMAS** : A quelle compétence cette subvention serait-elle rattachée ?

Après présentation du projet et délibération, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- **DECIDE** de ne pas attribuer de subvention à la Chorale Gaucelm Faïdit.

#### **CHARTRE D'ENGAGEMENTS ENTRE LA DDFIP ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE - DES NOUVEAUX RESEAUX DE PROXIMITE -**

Madame la Présidente informe l'assemblée qu'un entretien a eu lieu début septembre 2020 avec les services de la DDFiP afin de présenter les objectifs principaux de la démarche visant notamment à :

- Mieux répondre aux besoins de proximité des usagers :
- Répondre de façon plus satisfaisante aux besoins de conseil des élus locaux, en renforçant significativement le soutien et l'expertise apportée par la DDFiP aux élus.

La convention globale applicable sur le territoire corrézien ne pouvant être signée à l'échelle départementale, M. le Directeur de la DDFiP par intérim explique donc que la démarche est discutée avec chacun des EPCI qui seraient donc signataires de ladite « charte d'engagements ».

La présente charte d'engagements décrit d'une part, les principes de l'organisation du nouveau réseau de proximité des Finances publiques de la DDFiP et d'autre part, la mise en place de cette organisation sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche.

Après présentation du projet, en Corrèze, un débat a lieu au sein de l'assemblée.

**Jean-Jacques CAFFY** : Il faut être vigilant et ne pas se désolidariser de nos partenaires, est notamment les 2 autres EPCI formant le PETR Vézère-Auvézère.

**Jean-Paul GRADOR** : Ce n'est pas aux EPCI de prendre position sur une décision de l'Etat.

**Jean-Jacques DUMAS** : Il appartient à l'Etat de mettre en place des solutions pour améliorer le fonctionnement des services et ne n'est pas aux collectivités de se positionner sur les propositions faites. Pour l'Etat at-il besoin de l'accord des collectivités pour agir ?

Au regard des éléments exposés précédemment, le conseil communautaire, à l'unanimité : (0 pour, 0 contre, 29 abstentions)

- **S'ABSTIENT** sur le projet de charte d'engagements entre la DDFiP et la Communauté de communes du Pays d'Uzerche présenté. Par conséquent, Mme la Présidente ne peut signer la charte d'engagements entre la DDFiP et la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche.
- **PRECISE** que le projet présenté est lié à une réforme dans l'organisation des services de l'Etat et qu'il n'appartient donc pas aux collectivités territoriales de se positionner.

- **DEMANDE** à Madame la Présidente de transmettre cette délibération à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Corrèze.

#### **APPEL A MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) : DEPLOIEMENT DE PLATEFORMES TERRITORIALES DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE**

Il est rappelé que les plateformes de la rénovation énergétique ont été lancées par le gouvernement via l'ADEME, en partenariat avec les régions. Elles constituent un tiers de confiance pour les particuliers et proposent une mission d'accueil, d'information et de conseil. Elles sont indépendantes des bureaux d'études, des fournisseurs de matériels et installateurs ainsi que des fournisseurs d'énergie. Elles fournissent au demandeur les informations techniques, financières, fiscales et réglementaires nécessaires à l'élaboration de son projet de rénovation. Il bénéficie ainsi de conseils personnalisés, gratuits et objectifs de nature technique et financière afin de faciliter ses démarches. Les plateformes de la rénovation énergétique simplifient et unifient les processus au sein d'un « service intégré de la rénovation énergétique ».

En août 2019, l'Etat a lancé le programme SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique), outil financier permettant de financer le service public pour l'information et le conseil. Les financements ADEME s'achèvent fin 2020.

Aussi, la Région Nouvelle Aquitaine a lancé un AMI en juillet 2020 : il s'agit de couvrir l'ensemble du territoire pour janvier 2021 par des plateformes portées préférentiellement par des EPCI. Une seconde possibilité est offerte ; que les Espaces Infos Energie (EIE) s'emparent pour l'année de transition 2021 du fonctionnement des plateformes.

L'objectif étant toutefois qu'en 2022, la région Nouvelle Aquitaine soit couverte par des plateformes portées par des EPCI (en régie ou en conventionnement).

La Région précise qu'un prochain AMI pour 2022-2023 sera transmis pour une remise des candidatures en juin 2021. Les EPCI d'une plateforme pourront élargir leur périmètre et un travail de concertation devra se mettre en œuvre pour satisfaire le niveau minimum de population exigée par la Région/ADEME pour des raisons de viabilité financière (80 000/100 000 habitants).

Madame la Présidente précise qu'une lettre d'intention a été adressée (puisque qu'une délibération ne pouvait être transmise avant le 30/09/2020) afin de répondre collégialement à l'AMI « plateforme en devenir ».

**Bernard ROUX** : Une réunion de travail a été organisée par la DDT alors même que les services de la Région Nouvelle-Aquitaine n'avaient pas tout calé. Il faut suivre le dossier car il est nécessaire d'être groupé 'bassin de 80 000 à 100 000 habitants). Il est important que le territoire soit couvert par un accueil et un accompagnement à destination de la population.

Après délibération, le conseil à l'unanimité :

- **CONFIRME** l'engagement de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche à l'AMI « déploiement de plateformes territoriales de rénovation énergétique » (PTRE) pour l'année 2021
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021 de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche.

#### **CONTRACTUALISATION AVEC LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CORREZE**

Madame la Présidente présente au Conseil communautaire les principes de la nouvelle politique départementale d'aides aux collectivités pour 2021-2023.

Collectivité de proximité, le Département est le garant de l'aménagement et du développement équilibré des territoires. Pour assurer cette cohésion territoriale, il développe des programmes pour le réseau routier, l'attractivité, le tourisme, l'habitat, les services au public, l'emploi, le bien vivre ensemble des Corrèziens et le numérique avec le programme "Corrèze 100% fibre 2021" donnant accès au très haut débit pour tous et partout en Corrèze.

Dans un contexte territorial renouvelé, et devant l'incertitude sur l'évolution des financements de l'État, le Département a décidé d'apporter aux collectivités une visibilité claire afin de planifier leurs projets et leurs financements sur les 3 ans à venir.

Après une large concertation, le Département a souhaité renforcer son partenariat pour accompagner les projets prioritaires de chaque collectivité. Sur la période 2021-2023, il mobilise une enveloppe de 42 millions d'euros pour les aides aux communes et intercommunalités.

Ces aides font l'objet d'une contractualisation entre le Département et chaque collectivité.

Madame la Présidente présente au conseil communautaire le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023 exposant les opérations qui pourraient être retenues et le détail des financements départementaux.

**Marc MILLON** : les locaux ont été aménagés il y a peu de temps il aurait fallu s'interroger à ce moment-là.

**Bernard ROUX et Jean-Luc VIGNARD** : Il aurait certainement dû faire un travail global, mais les subventions n'étaient pas les mêmes.

Au vu de ces éléments, le Conseil communautaire après en avoir délibéré, et à l'unanimité :

- **VALIDE** les opérations de la Communauté de communes du Pays d'Uzerche et les financements départementaux correspondants
  - o Audit énergétique des locaux abritant le siège de la communauté de communes : 6 000 Euros HT (2021)
  - o Travaux de rénovation énergétique des locaux abritant le siège de la communauté de communes : 55 000 Euros HT (2021 : estimation à préciser, devis en attente).
- **APPROUVE** le Contrat de Cohésion des Territoires 2021-2023 avec le Département,

**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil communautaire**  
**13 octobre 2020 – Meilhards**

- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer le Contrat de Cohésion des Territoires à intervenir en ce sens entre le Conseil départemental et la Communauté de communes du Pays d'Uzerche.
- **AUTORISE** Madame la Présidente ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Compte tenu du montant de la subvention versée par la Communauté de Communes au CIAS, et que le conseil d'administration de ce dernier comporte plusieurs membre du conseil communautaire, un point est fait sur les projets qui seront présentés au titre du CIAS.

Il est rappelé la problématique de température élevée à la Maison de l'Enfance à Uzerche.

De plus, lors de la dernière conférence des maires, M. Jean-Jacques DUMAS a émis la proposition de créer une ou plusieurs micro-crèches sur le territoire afin d'éviter notamment la « fuite » des enfants (crèche-école).

**Catherine CHAMBRAS** : Les parents déposent les enfants à proximité de leur lieu de travail plus que sur leur commune.

**François FILLATRE** : une micro-crèche sur chaque commune disposant d'une école maternelle ? Est-ce justifié ?

**Jean-Jacques DUMAS** : vu la physionomie du territoire, il pourrait être opportun d'avoir une micro-crèche à Masseret, Perpezac le Noir et saint Ybard. Il faut tenir compte des travaux en cours (OPAH, développement économique...) : si l'on veut attirer et garder la population, il faut avoir des services.

**Bernard ROUX** : Les assistantes maternelles répondent en partie aux besoins selon les secteurs.

Propositions pour la contractualisation 2021-2023 :

- o *Audit énergétique des locaux abritant la maison de l'enfance à Uzerche : 6 000 Euros HT (2021)*
- o *Travaux de rénovation et d'aménagement dont travaux d'amélioration énergétique des locaux abritant la maison de l'enfance à Uzerche communes : 159 000 Euros HT (2021/2022)*
- o *Création d'une micro-crèche : 400 000 Euros HT*

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : CREATIONS DE POSTES**

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifié, disposant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement si et seulement si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant le permettent.

Considérant les besoins croissants de certains services, afin de répondre correctement aux missions de service public ;

Madame la Présidente informe le conseil communautaire du départ, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, du Directeur de l'Aménagement dans le cadre d'une mutation.

Aussi, il convient de s'interroger sur le recrutement agent titulaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 à raison de 35 heures hebdomadaires.

Compte tenu de l'évolution des compétences, des actions en cours et à mener et donc répondre aux besoins de la collectivité, il est proposé d'ouvrir ce poste sur les grades d'ingénieur et ingénieur principal.

Madame la Présidente précise que la condition financière est remplie et qu'il appartient donc au conseil communautaire de se prononcer sur la création de ces postes.

Le conseil communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE** la création d'un poste d'ingénieur à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021
- **RAPPELLE** qu'un poste d'ingénieur principal à temps complet figurant au tableau des effectifs et sera vacant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.
- **DONNE** tous pouvoirs à Madame la Présidente pour le recrutement de cet agent
- **AUTORISE** Madame la Présidente à prendre l'arrêté de nomination et tous les documents nécessaires à la bonne exécution de la délibération.
- **PRECISE** que les postes ouverts, le sont largement afin de faciliter le recrutement d'un agent correspondant à la fiche de poste
- **DEMANDE** à Madame la Présidente de saisir le Comité Technique pour la suppression des postes non pourvus, afin de ne pas disposer d'un tableau des effectifs erroné.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la collectivité

**CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE DU PAYS D'UZERCHE (CIAS) – MEMBRES REPRESENTANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'UZERCHE**

Par délibération 2020.08.06 du 25 août 2020, le conseil communautaire avait procédé à l'élection des membres qui représenteront la Communauté de communes du Pays d'Uzerche au Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays d'Uzerche (CIAS). Suite à une erreur de transcription sur la délibération, la liste des conseillers communautaires formant le 1<sup>er</sup> collège est erronée. Dès lors, M. Jean-Claude CHAUFFOUR figurant à tort sur ladite liste a adressé une lettre de démission à Mme la Présidente. Il convient donc de procéder à une nouvelle élection puisqu'un poste est devenu vacant.

**1<sup>er</sup> tour de scrutin :**

Après dépouillement du scrutin, les résultats du vote sont les suivants :



**COMPTE RENDU**  
**Séance du conseil communautaire**  
**13 octobre 2020 – Meilhards**

Nombre d'inscrits : 29  
 Nombre de conseillers présents n'ayant pas pris part au vote : 0  
 Nombre de votants (nombre de bulletins dans l'urne) : 29  
 Bulletins blancs ou nuls : 0  
 Suffrages exprimés : 29  
 Majorité absolue : 15

NOM ET LE PRENOM DES CANDIDATS	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
Christian MANEUF	29	Vingt-neuf

M. Christian MANEUF ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamé élu comme représentant de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche au CIAS du Pays d'Uzerche.

M. Christian MANEUF a déclaré accepter d'exercer cette fonction.

Le conseil communautaire :

- **DIT** que les conseillers communautaires suivants membres du premier collège pour siéger au conseil d'administration du CIAS du Pays d'Uzerche :  
 Mme Odette CIBLAC,  
 M. Jean-Michel FAUGERAS,  
 M. Christian BELLEVILLE,  
 M. Michel LAUTRETTE,  
 Mme Janine POIJOL,  
 M. Jean-Jacques CAFFY,  
 Mme Miléna LOUBRIAT,  
 Mme Delphine BOUDET,  
 M. Christian MANEUF  
 M. Serge BOURBOULOUX,  
 Mme Nathalie RAUFLET,  
 Mme Corinne BOUYASSE
- **RAPPELLE** que Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche est de droit la Présidente du CIAS du Pays d'Uzerche.

### **QUESTIONS DIVERSES :**

#### 1/ RENCONTRE PREFECTURE DE LA CORREZE :

Madame la Présidente précise aux maires que la Communauté de Communes du Pays d'Uzerche a été placée en réseau d'alerte suite à l'analyse consolidée des comptes administratifs 2019.

Si l'endettement annoncé n'est pas surprenant (reprises des zones d'activités, aménagement supplémentaires des zones, financement de la fibre, création maison des entreprises, atelier relais...), la baisse de la CAF (Capacité d'Autofinancement) est surprenante.

Après pointage complémentaire par les services, il s'avère que la baisse substantielle de la CAF fin 2019 s'explique notamment par une régularisation d'une écriture comptable (en 2019) sur le budget annexe ZA Les Paturaux. Si cette écriture était intervenue en 2017 voire 2018, la CAF disponible à fin 2019 aurait été supérieure de 250 000 euros.

Au regard de l'analyse financière reçue par la DDFIP, là aussi pointée par les services de la Communauté de Communes, des précisions ont été demandées par les services de l'EPCI afin de mieux appréhender l'analyse consolidée et les chiffres qui en découlent. En effet, DDFIP et ECPI ont quelques différences, aussi l'EPCI a sollicité des précisions complémentaires.

#### 2/ POINT SUR LES ZONES D'ACTIVITES

a/ Voir document présenté par Jean-Luc VIGNARD (annexe)

b/ Porte du Midi - Vigeois : réflexion à mener quant à l'avenir de la zone. Lancer un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour la location des terrains pour l'implantation de photovoltaïque ? sur la totalité ? sur ½ bas (le reste étant destiné à l'industrie) ? => question devant être abordée de nouveau en bureau, conférence des maires et conseil communautaire.

c/ Tous Vents – Perpezac le Noir : emprunt de 85 000 € accordé non décaissé. Prix d'achat élevé qui va obliger la collectivité à pratiquer un prix de revente important (pour absorber le coût de la viabilisation). Ne pas prendre la parcelle de 210m². Peut-être voir si d'autres terrains seraient plus adéquats pour le développement économique de l'EPCI.

⇒ Prévoir une délibération pour le prochain conseil pour dire que l'EPCI renonce à l'achat de ces terrains.

Jérôme SAGNE : Certes le coût d'achat et de viabilisation rend le prix de revente élevé mais Perpezac le Noir est situé au carrefour autoroutier donc il faudrait créer ou développer quelque chose.

#### 3/ POINT FINANCIER SUR LA MAISON DES ENTREPRISES – LE TREMLIN

Voir document présenté par Jean-Luc VIGNARD (annexe)

4/ ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ET ARTISANS

Volonté de relancer la dynamique en proposant une animation (pot rouge, décoration vitrine...), forum avec le collège.

Difficulté de mobiliser accrue par rapport à l'étendue du territoire (12 communes) donc l'association sollicite un accompagnement de la Communauté de Communes.

Problématique car Stéphanie BENOIST - chargée de développement économique et attractivité – qui s'était investie dans cet accompagnement quitte ses fonctions le 13/11/2020.

Catherine CHAMBRAS : remercie et félicite Stéphanie pour le travail accompli.

Corinne BOUYASSE : Stéphanie est un agent apprécié de tous et dont « l'extérieur » salue ses qualités.

⇒ Réorganisation des services au sein de l'EPCI.

5/ SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE « TERRE DE CORREZE »

La SPL interviendra lors du prochain conseil communautaire.

Le secrétaire de séance,

La Présidente,

Jean-Claude CHAUFFOUR

Catherine CHAMBRAS